

POINT HEBDOMADAIRE DE SITUATION SUR L'AFRIQUE

Mardi 29 mars 1994

I - AFRIQUE CENTRALE



BURUNDI

La situation reste tendue au Burundi où le gouvernement ne parvient pas à s'imposer. Des affrontements entre l'armée et les milices du parti hutu Frodebu ont encore fait de nombreuses victimes (plus de 70 morts) à Bujumbura et provoqué la fuite vers le Zaïre, le Rwanda et la Tanzanie de centaines de personnes.

L'octroi par le nouveau Président de postes ministériels aux extrémistes tutsis a accentué les divisions au sein du gouvernement et irrité l'aile dure du Frodebu. De nombreux responsables politiques hutus (notamment le ministre de l'intérieur qui a armé les milices du Frodebu) reprochent aujourd'hui au chef de l'Etat sa faiblesse devant l'armée et son indécision.

C'est dans cette situation troublée qu'est arrivée ces derniers jours, à Bujumbura, la Commission des Nations-Unies "d'établissement des faits" mise en place par Boutros Boutros Ghali pour tenter de faire la lumière sur l'assassinat du Président Ndadaye.

Pour notre part nous maintenons, jusqu'en juin, une vingtaine de coopérants responsables de la formation d'une unité chargée de la sécurité des membres du gouvernement. Michel Roussin ne serait pas favorable à la prolongation de cette mission et souhaiterait éviter tout engagement français supplémentaire au Burundi.

GABON

Le gouvernement gabonais a été constitué le 25 mars avec à sa tête, de nouveau, Casimir Oyé Mba. Il n'est composé que de partisans du Président Bongo, l'opposition ayant refusé d'y participer.

Pascaline Bongo quitte le gouvernement et cède le ministère des affaires étrangères à Jean Ping et le chef d'état major des armées, le général Idriss Ngari est nommé ministre de la défense nationale, de la sécurité et de l'immigration.

RWANDA

Les institutions de la transition ne sont toujours pas en place, en raison du refus du Front patriotique rwandais (FPR) de laisser entrer à l'assemblée nationale la Coordination démocratique rwandaise (CDR-parti des extrémistes hutus). Or le Président Habyarimana fait de la présence de la CDR à l'assemblée un préalable.

Certains membres du Conseil de sécurité (Etats-Unis- Grande Bretagne) s'impatientent devant ce blocage et pourraient, début avril à New York, s'opposer ou mettre des conditions au renouvellement du mandat de la mission des Nations-Unies au Rwanda (MINUAR).

A l'initiative du Président ougandais, Yoweri Museveni, un sommet réunissant les chefs d'Etat de la région (Ouganda, Tanzanie, Zaïre, Kenya et Zambie) pourrait se tenir le 6 avril à Arusha (Tanzanie) pour traiter de la situation au Rwanda et au Burundi.

II -AFRIQUE AUSTRALE

AFRIQUE DU SUD

Le gouvernement, sous prétexte d'ordre public, a pris le contrôle des Bantoustans. L'armée sud-africaine, après le Bophuthatswana, est en effet intervenue au Ciskeï, au Qwa Qwa et au

Lebowa afin que les élections des 26/27/28 avril puissent se dérouler dans le calme.

-Il n'en va cependant pas de même avec le Natal-Kwazulu, fief du chef zoulou Buthelezi qui a refusé de participer aux élections. Pourtant la violence politique s'amplifie dans cette région. Le 28 mars, une manifestation zouloue de soutien au roi Zwelithini, organisée par l'Inkatha a Johannesburg, a dégénéré en une confrontation sanglante avec la police et l'ANC de Mandela. Il y aurait eu une trentaine de morts.

Avant de prendre la décision de proclamer l'état d'urgence et d'envoyer l'armée au Kwazulu -"ce sera dans ce cas un bain de sang et la proclamation de l'indépendance de la nation zouloue" a averti Buthelezi - le Président de Klerk a proposé une rencontre de la dernière chance le 30 ou le 31 mars entre Mandela, le roi Zwelithini, le chef Buthelezi et lui-même.

III - CORNE DE L'AFRIQUE

SOMALIE

Les derniers soldats américains ont quitté le 25 mars la Somalie. De "Restore Hope" (novembre 1992) à "Exit Day" (25 mars 1994) l'intervention de l'ONU (qui se poursuit avec 18000 soldats) aura permis d'améliorer considérablement la situation de la population sur le plan humanitaire. Mais la paix n'a pas été rétablie.

Seul signe d'espoir aujourd'hui : la signature le 24 mars à Naïrobi d'un accord entre les principaux dirigeants de factions somaliennes prévoyant la mise en oeuvre d'un cessez-le-feu et d'un désarmement volontaire, la mise en place le 15 mai d'un gouvernement d'union nationale et l'organisation d'une conférence de réconciliation. On reste cependant sceptique sur l'application de cet accord.

Enfin, la Commission d'experts indépendants, constituée à la demande du Conseil de sécurité en novembre dernier et chargée d'enquêter sur les responsabilités des attaques perpétrées contre les

casques bleus de l'ONUSOM (mort de 31 soldats pakistanais en juin 1993), a remis son rapport au Secrétaire général de l'ONU le 24 février dernier. Ce rapport embarrasse Boutros-Boutros Ghali dans la mesure où il porte des jugements très sévères sur le fonctionnement de l'ONUSOM : manque de préparation des forces, absence de coordination entre les contingents qui ont agit le plus souvent à partir d'instructions nationales (Américains et Italiens sont visés), carences individuelles des responsables (notamment de l'Amiral Howe)... Les experts tirent également des conclusions de portée plus générale : impossibilité pour l'ONU de mener, en l'état actuel, des opérations de rétablissement de la paix, nécessité pour le Secrétaire général de garder un contrôle étroit sur les forces et la chaîne de commandement.



Bruno DELAYE